

Arrêté n° ARS-DD28-SEDS-2023-26

**portant dérogation à l'arrêté préfectoral n° 2012247-0004 du 3 septembre 2012
relatif au bruit**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le Code de la santé publique, et notamment les articles L.1311-1, L.1311-2, L.1312-1, L.1312-2, R.1336-4 à R.1336-13, R.1337-6 à R.1337-10-2 ;
- Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.571-1 à L.571-18, R.571-92 à R.571-93 ;
- Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4, L.2215-1 ;
- Vu le Code Pénal, et notamment les articles 131.13, R.610.1 à R.610-5, R.623-2 ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'Eure-et-Loir n° 2012247-0004 du 3 septembre 2012 relatif au bruit ;
- Vu la demande de dérogation du 13 novembre 2023 sollicitée par SNCF Gares & Connexions – 107 avenue Henri Fréville 35200 RENNES, visant à réaliser des travaux de mise en accessibilité et de rénovation de la gare de Chartres ;

Considérant le programme des travaux prévisionnels annoncé par SNCF Gares & Connexions ;

Considérant que des dérogations exceptionnelles et pour une durée limitée peuvent être accordées par le préfet s'il s'avère nécessaire que les travaux considérés soient effectués en dehors des heures et jours autorisés à l'alinéa 1^{er} de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2012247-0004 du 3 septembre 2012 ;

Sur proposition de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Centre – Val de Loire

ARRETE

Article premier – Une dérogation à l'arrêté préfectoral n° 2012247-0004 du 3 septembre 2012 relatif au bruit est accordée à la société SNCF Gares & Connexions afin de réaliser des travaux de mise en accessibilité et de rénovation de la gare de CHARTRES.

Ces travaux sont programmés **du 15 janvier 2024 au 30 juin 2025** et seront réalisés de nuit **du lundi soir au samedi matin** selon le calendrier prévisionnel suivant :

- Du 15 janvier 2024 au 10 février : entre 22h15 et 4h20
- Du 12 février au 7 avril : entre 0h30 et 4h10
- Du 8 avril au 18 octobre : entre 22h15 et 4h45
- Du 21 octobre 2024 au 30 juin 2025 : entre 21h50 et 4h45

Article 2 – Les sources de bruit concernent notamment :

- les opérations de terrassement, de démolition, de manutention,... ;
- le fonctionnement d’installations fixes, telles que groupes électrogènes pour l’éclairage ;
- la circulation d’engins (pelle rail-route, dumper dérouleur rail-route,...) ;
- l’émission de signaux sonores d’avertissements nécessaires à la sécurité.

Article 3 – L’ensemble du personnel sera sensibilisé au respect des riverains de façon à ce que les travaux se passent dans des conditions optimales et des dispositions seront prises pour :

- limiter la mise en marche prolongée des moteurs les plus bruyants ;
- fermer les capots de protection des engins ;
- n’utiliser les systèmes de sécurité (klaxons des engins et des machines) que lorsque cela est nécessaire ;
- ne pas laisser les moteurs de véhicules routiers tourner à l’arrêt ;
- limiter la vitesse des véhicules dans l’emprise du chantier (20 km/h) ;
- utiliser un matériel conforme à la réglementation européenne avec marquage CE.

Un conducteur de travaux est désigné par le pétitionnaire afin d’assurer la surveillance sonore du chantier.

En cas de réclamations ou pour toute information particulière, les riverains peuvent contacter :

Florent GUERY

Directeur de projets

florent.guery@reseau.sncf.fr

Tel : 06.72.42.03.62

Un rapport détaillé, comportant notamment les plaintes et/ou les difficultés éventuelles rencontrées ainsi que les mesures apportées pour y remédier, est transmis à la Délégation départementale d'Eure-et-Loir de l'Agence régionale de santé Centre - Val de Loire – Département Santé environnementale et déterminants de santé – 15 place de la République – 28019 CHARTRES, dans le délai d’un (1) mois suivant l'achèvement des travaux.

Article 4 – Toutes dispositions sont prises par le pétitionnaire pour informer les riverains concernés par ces travaux, notamment par voie de publipostage.

Article 5 – Toute modification d’activités ou de dates doit faire l’objet d’une nouvelle déclaration et recevoir un accord préalable du préfet.

Article 6 – Toute infraction au présent arrêté entraîne l'annulation de la dérogation. De plus, le bénéficiaire de la présente dérogation encourt des peines prévues pour les contraventions de 3^{ème} classe.

Article 7 – Le présent arrêté est affiché de façon visible pendant toute la durée du chantier à la mairie de Chartres.

Article 8 – Le secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir, le maire de Chartres, le directeur départemental de la Sécurité Publique, la directrice générale de l'Agence régionale de santé Centre – Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à SNCF Gares & Connexions et publié au recueil des actes administratifs.

CHARTRES, le 20 DEC. 2023

Le Préfet d'Eure-et-Loir



Hervé JONATHAN

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et du livre IV du Code des Relations entre le Public et l'Administration :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans : 28 rue de la Bretonnerie - 45057 - Orléans cedex 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télécours accessible par le site internet www.telerecours.fr